

Article

« L'évolution du taux de la plus-value en France (1951-1980) »

J.-C. Delaunay

L'Actualité économique, vol. 57, n° 2, 1981, p. 160-192.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/600970ar>

DOI: 10.7202/600970ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : erudit@umontreal.ca

L'ÉVOLUTION DU TAUX DE LA PLUS-VALUE EN FRANCE (1951-1980)

Ainsi que le faisait remarquer M. Marczewski, [(34), p.18] les économistes et historiens, de référence marxiste, se sont peu risqués, en France, dans la voie d'une approche quantitative des concepts de l'exploitation capitaliste élaborés par Marx. M. Sauvy fit également plusieurs fois mention de cette lacune en ce qui concerne le mouvement syndical. [(47)] Et il est vrai que, à l'exception d'estimations effectuées par M. Bettelheim pour notre pays, ce sont surtout les économistes anglo-saxons et germaniques qui, jusqu'à ce jour, avaient entrepris de tels travaux, en les faisant principalement porter sur les États-Unis. [(4), (17), (26), (37), (28), (53)]

Sous l'effet d'impulsions diverses, et notamment la recherche, avec le développement de la crise de la société capitaliste, d'une compréhension plus structurelle des phénomènes, cette lacune, pour notre pays, est en train d'être comblée pour la période 1950-1975. On constate, d'une part, la publication de séries statistiques et d'analyses portant, implicitement sur des ratios proches du taux de la plus-value. [(44)]. On constate, d'autre part, la multiplication du nombre des approches explicites de ce taux [(1), (19), (10)]. On note enfin, la publication ou l'élaboration récente d'études longues de l'évolution du taux de la plus-value en Belgique [(18)], au Canada [(49)], aux États-Unis [(48)].

Comme on pouvait s'y attendre, ces approches, tout en enrichissant la connaissance, font rebondir d'anciens débats théoriques et en suscitent de nouveaux. Ainsi en est-il, par exemple, de celui relatif au concept de travail productif dans la théorie de Marx. En effet, au-delà des insuffisances statistiques, que les comptabilités nationales ne comblent qu'imparfaitement, ce sont surtout les incertitudes théoriques qui, dans un contexte socio-politique donné, ont freiné l'extension de la recherche quantitative sur ce sujet. Or, si la crise actuelle de la société pousse à entreprendre de telles études, les incertitudes théoriques n'ont pas pour autant disparu. La quantification du phénomène observé implique donc des choix conceptuels explicites. La matérialisation chiffrée de ces choix balise alors la discussion théorique antérieure. Mais aussi, d'une certaine manière, la réactive, voire en étend le domaine.

C'est pourquoi la première partie de cet article est consacrée aux principaux aspects du débat théorique impliqué par la mesure du taux de la plus-value.

On présente, ensuite, compte tenu des choix théoriques effectués, les résultats obtenus pour l'intervalle 1951-1974.

Avec les réserves nécessaires, eu égard aux modifications introduites dans les méthodes de la comptabilité nationale à partir des comptes de l'année 1975, on a prolongé ces calculs jusqu'à nos jours (1980).

I— MESURE DU TAUX DE LA PLUS-VALUE : DÉBAT THÉORIQUE

Plus-value, capital variable et taux de la plus-value sont, pour Marx, trois des principaux concepts de la compréhension en profondeur du capitalisme. Il définit le capital variable comme « la partie du capital productif déboursé pour le travail » [(35), tome 4, p. 199], la plus-value, comme « l'excédent de la valeur du produit sur la valeur de ses éléments » [(35), tome 1, p. 210], le taux de la plus-value, comme « le rapport de la plus-value avec la partie du capital dont elle provient immédiatement » [(35), tome 1, p.213]. Comme on le verra, ces références constituent des éléments insuffisants de définition des concepts visés, ne permettant pas de résoudre plusieurs problèmes soulevés par leur examen. Elles fournissent, cependant, une première approximation de ce que Marx entendait par taux de la plus-value.

Ce point de départ étant admis, il apparaît que les problèmes théoriques importants, soulevés par la mesure de ce taux, sont au nombre de quatre et peuvent être regroupés sous deux rubriques.

La première rubrique a pour contenu les questions suivantes : Est-il scientifiquement légitime de mesurer le taux de la plus-value et si oui, quelle est la nature temporelle (flux, stock) des éléments qu'il met en rapport ?

La seconde correspond à des problèmes plus traditionnels, mais aussi plus délicats à poser et à résoudre que les précédents. Il s'agit de savoir, d'une part, comment définir statistiquement la population productive de plus-value et, d'autre part, comment et selon quelles hypothèses utiliser les données en prix courants de la comptabilité nationale pour évaluer un taux en valeur (en temps de travail monétairement exprimé) ?

Ce sont ces divers problèmes que l'on s'efforce, maintenant de poser et de résoudre.

A— *Problèmes théoriques nouveaux*

Dans le domaine de l'économie politique, il n'existe pas de théorie du fonctionnement économique qui soit universellement admise. La théorie économique marxiste est, comme les autres théories économiques, sujet d'acceptation et de refus. Et il est compréhensible que la plupart de ceux pour lesquels cette théorie n'est pas scientifique ne voient pas d'intérêt à en exprimer quantitativement les concepts. Certains, cependant, portent leur critique au-delà de la discussion conceptuelle. Non seulement ils ne partagent pas la logique de cette théorie mais ils estiment qu'elle n'est pas susceptible d'expressions quantitatives correctes. Pour illustrer cette position, nous avons retenu l'argumentation de M. Fabra. Nous la présenterons et la discuterons dans le point 2 de cette première sous-partie.

Mais, préalablement, nous examinerons un certain nombre d'interrogations issues pour partie de théoriciens marxistes ou familiers du marxisme et qui sous-entendent, ou peuvent conduire à conclure, que la mesure du taux de la plus-value n'est pas une opération légitime pour l'étude des sociétés capitalistes contemporaines.

1— *Légitimité scientifique de la mesure du taux de la plus-value*

a) *Problématiques du surplus et mesure du taux de la plus-value*

Il existe actuellement, nous semble-t-il, trois grandes problématiques du surplus. La première, à laquelle se rattachent les noms de Baran et de M. Sweezy ainsi que leur ouvrage commun : *Le capitalisme monopoliste*, privilégie les problèmes d'écoulement du produit [(51)]. La seconde associe le surplus à une représentation comptable des variations du produit entre deux intervalles de temps successifs [(50), ch.1]. La troisième, qui est celle des anthropologues ou des théoriciens de la planification, définit le surplus comme une catégorie générale pour l'étude des sociétés humaines [(3), ch.6].

Ces trois conceptions, la première et la seconde, principalement, ont été quelquefois exposées comme rivales de la théorie marxiste de l'exploitation capitaliste, et de son expression quantitative, à l'aide du taux de la plus-value. C'est ainsi que Baran et M. Sweezy (1ère conception) tout en affirmant « qu'en capitalisme monopoliste, la nature des politiques... détermine une tendance puissante et systématique à la hausse du surplus à la fois en terme absolu et relativement au produit total » [(51), p.85] énoncent « ...nous préférons le concept de « surplus » à la traditionnelle « plus-value » marxiste, cette dernière étant assimilée à la somme profits + intérêts + rentes... Nous pensons qu'au temps du capitalisme monopoliste une telle méthode n'est plus justifiée et

nous espérons qu'un changement terminologique aidera à effectuer la transformation théorique nécessaire» [(51), p.30, note en bas de page]. Par ailleurs, à propos cette fois de la méthode du surplus «de productivité» (2ème conception), M. Stoleru écrit: «...la notion ainsi introduite n'a rien à voir avec... la «plus-value» marxiste... Cette plus-value est un concept statique, lié au résultat d'exploitation d'une année donnée alors que le surplus ici défini est un concept dynamique lié à l'évolution d'une année à l'autre et des gains de productivité qui y apparaissent» [(50) p.16]. En outre, interprétant la philosophie sociale de la problématique du surplus de productivité, ce même auteur parle de «socialisme aux acquets». Il oppose donc, nous semble-t-il, une représentation de l'économie qui serait à la fois réformiste et dynamique à la représentation marxiste, qui serait, elle, statique et inadaptée.

Au total, il n'y aurait donc que la troisième conception du surplus, celle des anthropologues et des planificateurs, qui tout en contenant d'autres concepts que celui de plus-value, pour explorer le fonctionnement essentiel de sociétés, passées ou à venir, n'en reconnaîtrait pas moins aux concepts de la plus-value et de taux de plus-value, une certaine puissance explicative de la société capitaliste.

En réalité, les problématiques du surplus orientées sur les phénomènes de la vente et de la dépense, ou sur la répartition des gains de productivité, n'opposent pas d'obstacle insurmontable aux concepts marxistes de plus-value et de taux de la plus-value. Considérées, même d'un certain point de vue, leur utilisation pourrait selon nous, enrichir la théorie de la mesure du taux de la plus-value. C'est ce paradoxe que l'on se propose maintenant de développer.

b) *Le surplus au sens de Baran et Sweezy et le taux de la plus-value*

Ce qui ressort, en fait, des considérations méthodologiques contenues dans "le capitalisme monopoliste" est que les auteurs de cet ouvrage entendent par surplus ce que Marx comprenait par plus-value.

Ce résultat paraît surprenant. C'est le seul pourtant, auquel, on puisse aboutir. En effet, les calculs effectués par M. Phillips, agissant en tant que collaborateur technique de ces deux auteurs, s'appuient sur une définition précise du surplus [(51), pp. 323 à 342]. Celui-ci comprend:

- les revenus de la propriété,
- les dépenses de gaspillage effectuées dans le processus des affaires,
- Le surplus absorbé par le gouvernement (dépenses gouvernementales).

Les revenus de la propriété correspondraient, selon Baran et Sweezy, à la "plus-value", au sens de Marx. S'il y a différence entre leur conception et celle de Marx, celle-ci ne peut donc provenir que des deux autres composantes du surplus.

Or les dépenses de gaspillage comprendraient selon eux, d'une part les dépenses liées à la vente du produit, et d'autre part, un certain nombre de frais comme les assurances, les appointements versés aux employés. À cela viendraient s'ajouter les dépenses gouvernementales.

Mais ces deux composantes du surplus au sens de Baran et Sweezy, font, bien évidemment, partie de la plus-value au sens de Marx.

C'est seulement en donnant à la notion de revenu de la propriété le sens restrictif de profit agricole, industriel et bancaire que l'on peut déformer ainsi la conception marxiste de la plus-value. Marx raisonne, très souvent, à l'aide d'un modèle simplifié de la société capitaliste, à deux classes et parfois, aussi, à deux secteurs. Une société sans État, sans relations extérieures; parfois sans banque et sans commerçant. Mais il ne s'agit que d'hypothèses, que Marx lui-même discute et enrichit au fur et à mesure que, selon la terminologie courante, il complique son modèle initial. La très longue discussion, par Marx, des théories smithiennes du travail productif (théories sur la plus-value) indique par ailleurs et selon nous, sans équivoque, que pour lui, les salaires versés aux employés, les dépenses de l'État, les frais commerciaux, ne pouvaient être financés que par le biais d'un prélèvement ayant la plus-value comme assiette originelle [(36)]. Tous ces faux frais de la production capitaliste réduisent, bien évidemment, la masse des profits que les capitaux industriels, bancaires et agricoles peuvent s'approprier. Et c'est l'une des raisons pour lesquelles la somme: profits (industriels et agricoles) + intérêts + rentes, est impropre à représenter quantitativement l'expression monétaire de la plus-value.

Au total donc, il nous semble que les propos de Baran et de Sweezy indiquent une intention de travail: l'exploration privilégiée dans nos sociétés des problèmes de la réalisation, de la transformation en argent du produit net, ou surplus. Il s'agit d'un choix théorique que chacun est libre de faire et que Gillman avait déjà, en 1957, magistralement exploré. [(17)] Mais ce choix ne repose aucunement sur l'incapacité de la « traditionnelle plus-value marxiste » à rendre compte des faits puisque le surplus situé au centre de cette problématique particulière, en est la photographie statistique, dans le système des prix courants.

c) *Le « surplus de productivité »*

La problématique du surplus de productivité repose sur une approche comptable maintenant largement vulgarisée. Développée dans

le contexte de la politique des revenus, elle a été interprétée comme le soubassement d'une théorie non-marxiste du profit et comme le moyen durable de résolution, sans changement structurel, des conflits pouvant naître de la production et de la distribution des revenus. Le surplus de productivité peut donc apparaître comme une mesure beaucoup plus importante à effectuer que celle du taux de la plus-value.

Mais il ne s'agit que d'une apparence. En effet, l'interprétation réformiste généralement faite des méthodes comptables servant de support à cette théorie du surplus n'épuise pas la signification de ces méthodes. Or il est précisément possible, et selon nous intéressant, de repenser la mesure du taux de la plus-value en prenant l'éclairage des comptes de surplus.

Pour illustrer cette affirmation, soient les comptes en prix courants et le compte intermédiaire, à prix constant, d'une économie simplifiée, pour les intervalles de temps 0 et 1 avec les symboles suivants :

Y : produit net en prix courant
 V : salaires net en prix courant
 P : profits net en prix courant
 S : surplus de productivité
 m : taux de la plus-value

Et en notant Y' , V' , P' les quantités ci-dessus désignées, mais évaluées à prix constants, on exprime comme suit les taux de plus-value pour les intervalles 0 et 1 :

$$m_0 = \frac{P_0}{V_0} = \frac{Y_0 - V_0}{V_0} \quad m_1 = \frac{P_1}{V_1} = \frac{Y_1 - V_1}{V_1}$$

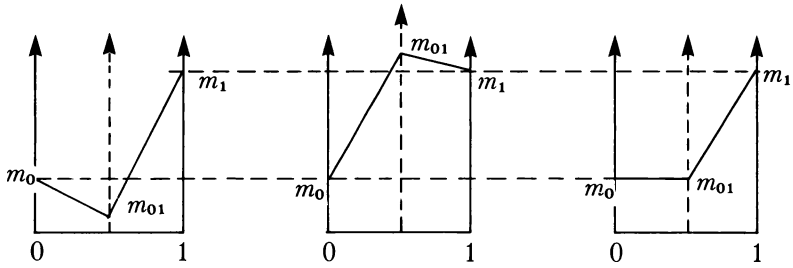
Or l'existence d'un compte intermédiaire à prix constants permet de calculer le ratio suivant :

$$m_{01} = \frac{P'}{V'}$$

Ce ratio est un taux de plus-value, mais tenant compte à la fois, par construction, du système de prix de l'année 0 et des quantités physiques de l'année 1.

Nous avons, dans un autre travail, proposé d'appeler « taux de plus-value en volume » ce taux particulier. [(9), p.146] Son intérêt serait, éventuellement, de contribuer à l'explication du partage du surplus par l'intermédiaire des prix. On peut, par exemple, imaginer une situation telle que, compte tenu des caractéristiques physiques de l'exploitation ayant prévalu en 1, le taux de la plus-value m_{01} soit inférieur à m_0 . Mais les modifications du système de prix entre 0 et 1 peuvent précisément avoir pour objet la compensation de cette baisse, de

sorte qu'au total, m_1 soit supérieur à m_0 . Plus généralement, pour une même configuration de taux de plus-value, calculés à partir de données en prix courants, on peut imaginer l'existence de cheminements significativement distincts, matérialisés par des taux différents de la plus-value en volume. Ce que visualise le schéma suivant, pour 3 figures



Il nous semble donc que la problématique comptable du surplus de productivité, loin de s'opposer aux mesures de la plus-value et du taux de la plus-value pourrait, au contraire, les enrichir, et en permettre une compréhension dynamique.

2— Nature temporelle du capital variable et mesure du taux de la plus-value

Les concepts de quantités économiques — celles de la théorie marxiste comme des autres théories — sont bien souvent définies de manière imprécise notamment en ce qui concerne leur dimension temporelle. Or, comme le rappelait O. Lange, en citant Kalecki, « L'économie est cette science où l'on confond constamment les concepts de stocks et de flux, et où, pour cela, on commet des erreurs » [(27), p.9].

C'est à ce type de remarque que l'on peut rattacher le propos de M. Fabra pour qui, dans la théorie marxiste, au niveau social, le concept de « ... capital variable ne permet pas d'identifier une grandeur quantifiable et, partant, n'a pas de valeur scientifique » [(15), p.70].

En effet, argumente-t-il, si le capital variable, entendu comme la part du capital servant à rémunérer les salariés, désigne un phénomène réel au niveau de l'entreprise, il n'en est plus de même au niveau global. À ce niveau le capital, variable et autre, n'existe que sous une forme monétaire. Il n'est dès lors plus possible de distinguer la part qui en est consacrée aux salariés de celle destinée à l'achat d'équipements. D'où il résulterait que « maintenir à tout prix les distinctions entre capital variable et capital constant reviendrait à commettre la confusion bien connue des économistes entre la notion de flux de revenus et celle de stock de capital » [(15), p.70]

Il importe, bien évidemment, de savoir si les quantités mises en rapport par le taux de la plus-value sont des flux ou des stocks.

Pour ce qui concerne la plus-value, il est clair que cette quantité est un flux. C'est, en effet, une partie de la valeur de la production, qui est, elle même, un flux.

Il y a problème, en revanche, à propos du capital variable. Le propos de M. Fabra indique ce problème mais pour conclure que la solution en est impossible. Or, selon nous, il a une solution que les textes de Marx, peut-être insuffisamment précis sur ce point, permettent cependant de formuler : le capital variable est un flux, du point de vue de la dépense en capital et pour la mesure du taux de la plus-value ; le capital variable est un stock, du point de vue de l'avance en capital, et pour la mesure du taux de profit.

Les deux aspects du fonctionnement économique capitaliste (dépense/avance) sont, dans *Le Capital* de Marx, parfois distingués et parfois confondus. Et bien qu'ils soient, le plus souvent confondus par hypothèse, certains comme M. Fabra, ont pu considérer qu'il s'agissait là d'une caractéristique nécessaire des concepts dégagés et analysés. Mais cette conclusion n'est selon nous, pas fondée.

La dépense en capital variable représente cette partie de la valeur du produit que les propriétaires du produit sont tenus de rétrocéder aux ouvriers pour leur entretien. Elle est mesurée par la masse salariale qui leur est versée, au cours d'un intervalle donné de temps. Le capital variable est alors un flux.

Mais pour faire face à cette dépense, les capitalistes doivent disposer régulièrement de fonds. Le montant de ces fonds ne dépend pas seulement de la masse salariale, mais aussi de facteurs divers, tels que la périodicité des paiements, la vitesse de transformation, en monnaie, des marchandises produites etc... Cette quantité d'argent est une avance fonctionnant comme stock [(14)].

Cerner ces deux aspects quantitatifs de l'existence du capital variable, c'est en même temps distinguer nettement, dans le procès d'ensemble de la production capitaliste, l'étape de l'exploitation du travail vivant salarié de celle de la valorisation du travail passé approprié. Or la mesure du taux de la plus-value vaut, si l'on peut dire, pour elle-même et sans rapport immédiat nécessaire avec la mesure de la rentabilité et du taux de profit.

C'est précisément l'une des caractéristiques d'études comme la nôtre que de ne pas faire dépendre la mesure du taux de la plus-value de mesures relatives au taux de profit. Ce qui oblige et conduit à mieux

cerner la différence entre avance et dépense, entre stock et flux de capital variable.

Ces diverses remarques étant faites, on s'attache à l'examen de problèmes théoriques plus traditionnels souvent raccordés à ceux que l'on vient d'évoquer.

B— *Problèmes théoriques traditionnels*

1— *Les déterminations productives du travail dans la structure économique capitaliste*

Le « travail productif » est l'un des concepts parmi les plus problématiques et discutés de la théorie marxiste. Que Marx ait fourni, à ce propos, une conception inachevée, et non dénuée de formulations incompatibles en l'état, a eu au moins l'avantage de favoriser l'expression des positions les plus diverses sur le contenu du travail productif [(40)]. On ne peut, en tout cas, dans un travail statistique de mesure du taux de la plus-value, faire l'économie de cette question. Mais il nous semble que les positions de Marx, à ce sujet, tout en devant être précisées et clarifiées, sont suffisamment avancées et solides pour constituer un ensemble théorique cohérent et méritant attention.

On s'efforce dans l'exposé qui suit, de présenter une certaine conception marxiste du travail dans la société capitaliste. Cette conception, qui est en partie une interprétation de la pensée de Marx sur ce point, s'accompagne de l'idée que le taux de la plus-value mesure le rendement en valeur nouvelle appropriée du salaire versé aux ouvriers et assimilés (ingénieurs et techniciens de la production) de la production matérielle marchande.

a) *Le travail productif de plus-value et de produits matériels*

Le principal point faible de l'exposé marxiste de la théorie du travail (dans la société capitaliste) est selon nous, que l'on y trouve une distinction (productif/improductif) tantôt justifiée par référence à l'organisation sociale, tantôt justifiée par rapport à des critères physiques de matérialité du produit. Or, dans la théorie marxiste du capitalisme, ces deux critères apparaissent le plus souvent comme exclusifs l'un de l'autre [(5)].

On dépasse et résout cette incohérence si l'on montre que, dans la structure économique capitaliste, l'exercice de la force de travail (le travail) est, dans son essence et indissociablement, productif de plus-value et de produits physiques. S'il en est bien ainsi, la matérialité nécessaire du résultat n'est pas un critère distinct de celui de l'organisation sociale. C'est, comme la plus-value, un effet de la struc-

ture, une conséquence nécessaire des rapports capitalistes de propriété organisant la production. Il n'y aurait plus dès lors, incohérence entre les deux aspects.

Pour montrer cette liaison, on raisonne comme suit :

Les rapports capitalistes de propriété reposent sur, et supposent, l'appropriation, privée et réservée, d'une partie de la quantité de travail dépensée dans l'espace qu'ils structurent. Cette appropriation obéit à des lois qui doivent être, bien évidemment, conformes aux rapports de propriété qui la fondent.

Ces lois sont de deux types. Elles concernent :

- l'individualité des travailleurs. Dans cette structure, l'individu, support de la force de travail, est inaliénable. Il n'est pas objet de valeur, comme l'était l'esclave. Seule, la force de travail est vendue, mais non l'individu.
- le but de l'appropriation, à savoir l'argent, représentation tangible et socialisée de quantités de travail dépensées dans des centres de production indépendants les uns des autres¹.

De cela découle que les quantités de travail, et le temps qui les mesure, ne peuvent fonctionner que par l'intermédiaire des choses. En effet, si l'individu est, dans cette société, hors-valeur, tout travail qui s'y applique est perdu, du point de vue du capital. Ce qui est, complémentaiement confirmé par le fait que la force de travail est la propriété privée des individus salariés. Le travail productif de services personnels peut bien fonctionner à l'intérieur de rapports marchands capitalistes. Il n'est pas, pour autant, productif de plus-value.

Seul l'objet matériel privativement appropriable acquiert la forme valeur tout en portant de la plus-value. Il fonctionne comme enveloppe et preuve de la quantité de travail à son origine. Or le produit est la propriété du capital, qui, par cet intermédiaire s'approprie de la quantité de travail.

La matérialité du résultat, sa séparabilité par rapport aux forces de travail qui la produisent, constituent la base physique de l'appropriation marchande capitaliste. La base aussi du développement de la productivité du travail, par interposition de moyens de production capitalisés entre les travailleurs et leur produit.

Une marchandise est nécessairement une valeur d'usage. D'où il résulte qu'un travail ne peut être considéré comme productif de plus-value que s'il intervient dans la production, la conservation ou le

1. La structure économique capitaliste autonomise et développe, en leur donnant un contenu particulier, le travail de production du travail de consommation.

déplacement spatial de l'utilité des marchandises. Le travail servant à la commercialisation du produit marchand, au financement de la production, à sa comptabilisation, à la reproduction des rapports sociaux capitalistes, n'a pas cette caractéristique.

Au total, nous concluons comme suit :

(1) Dans la structure économique capitaliste, le travail est, de façon essentielle, productif de plus-value.

En tant que tel, il ne peut correspondre qu'au travail de transformation et de production marchande physique. Il est repéré par son intervention dans l'utilité des produits.

(2) Les activités domestiques et administratives reposent parfois, pour une part importante, sur du travail productif de choses utiles. Dans la mesure où elles sont hors-marché, le travail qui s'y dépense n'est pas productif de plus-value.

(3) Il existe une catégorie particulière de résultats (le résultat scientifique) qui, par certains aspects ressemble au produit matériel et par d'autres en diffère. On procède à son examen dans le point suivant.

(4) Sont donc exclues, pour l'instant, du champ du travail productif de plus-value (sous réserve du traitement proposé en ce qui concerne le travail scientifique aboutissant à des marchandises et/ou appliqué dans l'industrie) les activités :

- domestiques et administratives
- commerciales, financières et de gestion
- de services personnels

Notons que c'est en procédant à la distinction entre travail productif de plus-value et travail productif de profit que l'on se donne, selon nous, les bases théoriques de l'étude du problème de la transformation des valeurs en prix, de la plus-value en profit. Car si l'on a, de la réalité économique, une appréhension qui ne soit pas seulement comptable (dimension à laquelle se limitent généralement les critiques de Marx), c'est dans cette différence, interne au travail et aux travailleurs, — et telle que le capital en commande, ou en oriente, le mouvement — que réside l'origine sociale, et humaine, de la transformation. Que serait une théorie marxiste des grandeurs économiques qui ne serait, en même temps, théorie des acteurs sociaux de ces grandeurs ? La dialectique du rapport entre travail productif de plus-value et de profit est, selon nous, l'enveloppe sociale et de classe à l'intérieur de laquelle fonctionne la dialectique des valeurs et des prix.

Ces conclusions sont limitées. En effet, elles ne visent, en premier lieu, que les déterminations essentielles du travail. De plus, elles sont

de nature théorique. Car, dans la réalité observable de la production capitaliste, le travail fonctionne comme productif de profit. Elles ne se rapportent, enfin, qu'au travail comme quantité de travail, bien que l'argumentation nous ait conduit à préciser que la production de plus-value impliquait la production physique (aspect qualitatif du travail)

De ces limites pourraient découler les deux objectifs théoriques suivants :

(1) Étudier le travail comme quantité (dans la structure capitaliste : travail abstrait) et, à ce titre, étudier le travail productif de profit comme mode d'existence contradictoire du travail productif de plus-value.

(2) Étudier le travail comme totalité (qualité et quantité), et, à ce titre, étudier le rapport contradictoire (et la nature de la contradiction) existant entre le travail comme quantité (dialectique de la plus-value et du profit) et le travail comme qualité (dialectique de la production physique et des activités de services) propre au travail concret, dans la structure capitaliste.

La poursuite de ces objectifs dépasse très largement le cadre de ce texte. On les évoque, toutefois, dans la mesure où l'on estime pouvoir dépasser, notamment, ces critiques de la théorie marxiste du travail productif de plus-value, pour lesquels tout travail est productif. Assurément, mais de choses différentes. Il n'y a pas de travail productif en soi. Le travail est, par exemple, productif/improductif de choses ou d'effets qui sont, selon les cas, utiles/inutiles, marchands/non marchands, personnels/non personnels, physiques/intellectuels. Le travail est aussi productif de surplus physique, de produit net, de plus-value, de surtravail, de valeur, de profit. Étudier le travail dans une structure économique donnée revient à étudier, en fonction des rapports essentiels de cette structure, la façon dont ces diverses déterminations se combinent et s'excluent contradictoirement, se développent, la façon dont s'unissent et s'opposent le travail comme qualité et quantité. Soit finalement, le mouvement de la forme naturelle et de la forme économique du travail.

On se borne, dans le paragraphe qui suit, à évoquer rapidement quelques caractéristiques du travail scientifique dans la société capitaliste.

b) *Le travail scientifique et la production de plus-value*

Le travail scientifique a pour objet l'étude systématique tant de la nature que de la société.

Il est caractérisé par des résultats intellectuels distincts des forces de travail qui les ont obtenus. Ces résultats sont matérialisables et

durables. Ils peuvent être privativement appropriés. De ce point de vue, le travail scientifique ressemble à celui qui s'exerce dans le cadre de la production physique.

Mais il en diffère également. En effet :

- la quantité de travail nécessaire à l'obtention de résultats scientifiques est souvent incertaine. Elle dépend de la nature de l'objet produit ; des conditions idéologiques et politiques (possibilité du débat, de la confrontation) tout autant que techniques, de sa production ;
- un résultat scientifique est reproductible à peu de frais ;
- la transférabilité sociale, à d'autres cerveaux, de résultats scientifiques, suppose le développement d'activités qui, dans la structure capitaliste, sont, productives de plus-value (imprimerie, bâtiment, appareillages divers etc) et improductives de plus-value (enseignement, activités culturelles).

Ces caractéristiques concrètes du travail scientifique expliquent selon nous :

(1) que la marchandisation des résultats scientifiques, bien qu'importante, soit limitée. Le travail scientifique fonctionne difficilement selon les modalités répétitives, techniques qui sont actuellement celles du travail de la production physique ;

(2) mais que les résultats scientifiques, sous certaines conditions de garantie et de financement, socialement reconnues et validées (dépôt et protection des brevets), soient privativement appropriés. En effet, l'application des résultats scientifiques est à l'origine d'une production de plus-value différentielle.

De cela résulte la complexité de la représentation conceptuelle du travail scientifique, dans la structure capitaliste. Induit comme solution, au niveau des centres de production, de la contradiction entre travail productif de plus-value et de profit, le travail scientifique ne produit de marchandises que par convention sociale.

C'est uniquement si le secret de la fabrication est préservé que les déterminations quantitatives du travail scientifique peuvent fonctionner comme valeur. L'incorporation technique des résultats du travail scientifique procure alors un gain différentiel (plus-value différentielle) qui peut être considéré comme l'indice de la forme d'existence quantitative de ce travail. Et c'est ce gain qui permet d'acheter la marchandise « résultat scientifique ». Mais s'il est vrai que ces produits peuvent être privativement appropriés, ils peuvent être, tout aussi bien, socialement appropriés. En tant que quantité de travail, le travail scientifique disparaît dès lors que les résultats en sont socialement utilisés. Les

résultats scientifiques perdent alors la forme valeur. Ils subsistent comme quantités de choses utiles.

Nous aboutissons finalement à la conclusion suivante : le travail scientifique, dans la société capitaliste, tantôt fonctionne et tantôt ne fonctionne pas, comme valeur de produits particuliers : les résultats scientifiques. Le travail scientifique est productif de plus-value si les résultats de ce travail sont transformés en marchandises capitalistes, susceptibles de procurer du profit.

Si cette situation sociale disparaît, le résultat scientifique n'est plus une marchandise. Le temps mesurant la quantité de travail ayant abouti à ce résultat ne fonctionne plus comme grandeur de valeur. Le travail scientifique n'existe plus alors que dans les variations généralisées de la productivité du travail qu'il a permise².

Pour conclure cette discussion relative au problème des déterminations productives du travail dans la théorie marxiste, il nous semble donc que :

— tout travail n'est pas productif de plus-value. C'est l'une des raisons pour lesquelles le taux de la plus-value diffère d'un simple coefficient de partage du produit, du type profit/salaires, fut-il calculé pour le seul champ des entreprises non financières ;

— est productif de plus-value le travail dépensé pour la production physique et pour la recherche scientifique, dans la mesure où cette dernière est le fait d'entreprises capitalistes s'assurant le monopole de ses résultats.

Ces différents concepts seront traduits statistiquement dans la seconde partie de ce texte, à l'aide des données rassemblées autour des comptes de la nation.

Mais il reste précisément à examiner dans quelle mesure on peut utiliser les informations marchandes et phénoménales de la comptabilité nationale pour mesurer un taux destiné à renseigner, selon la théorie marxiste, sur l'essence de la structure économique.

2. Du point de vue de l'analyse de la crise du travail dans les sociétés capitalistes contemporaines, on pourrait, à partir de l'ambivalence du travail scientifique en ce qui concerne la production de plus-value, tracer peut être les deux voies suivantes de recherche : 1) la détermination productive de plus-value de cette catégorie de travail induit un certain nombre d'aspects critiques de fonctionnement de ces sociétés ; 2) la détermination improductive de plus-value de cette catégorie de travail tend à mettre en crise la forme plus-value de la productivité du travail dans ces sociétés.

2— *Données marchandes et taux de la plus-value :
le rapport des valeurs et des prix*

Le taux de la plus-value étant une mesure relative aux caractéristiques essentielles de l'exploitation capitaliste, la question se pose de savoir s'il est possible d'exprimer ce taux à partir des données de l'observation courante ; celles, en particulier, que contiennent les comptes de la nation.

La question mérite d'autant plus d'être posée que si, pour Marx, montant global du profit et montant global de la plus-value coïncident, cette identité comptable a été vivement contestée notamment depuis Bohm-Bawerk. En résumé, l'argumentation développée à ce propos par les critiques de Marx, est la suivante : Pour que le niveau essentiel et théorique de la théorie marxiste puisse être validé, encore faudrait-il que celle-ci explique les raisons pour lesquelles le niveau phénoménal et observable de la réalité diffère de son niveau essentiel. Encore faudrait-il que cette théorie explique, de façon fondée, les mécanismes et processus de liaisons existant entre ces deux niveaux. Or, elle se révélerait incapable de répondre à ces exigences. Dans ces conditions, il ne serait pas légitime, du point de vue même de cette théorie, de mesurer un concept relatif au temps de travail et aux valeurs à partir de données en prix, puisqu'elle défaillerait à expliquer, de façon convaincante, la relation entre les valeurs et les prix³.

Les auteurs qui partagent cette opinion ne nient pas tous l'intérêt des concepts de plus-value, de taux de la plus-value. Mais alors, ils n'y voient que concepts critiques non quantifiables. Ainsi que l'écrit, par exemple, M. Latouche, « La plus-value... n'a rien à voir avec la réalité concrète, puisqu'elle est mise en évidence à partir de la critique de l'idéologie bourgeoise appelée économie politique. » [(30), p.137].

Nous ne prétendons pas régler en quelques phrases une querelle de cette dimension. Une telle prétention serait d'autant moins admissible que l'élaboration de la théorie marxiste des prix de production n'a pas, nous semble-t-il, autant progressé qu'on le dit généralement depuis que Marx la laissa en l'état.

Mais quelles que soient les critiques adressées à la théorie de Marx sur ce qui serait sa vaine prétention, du point de vue scientifique, à vouloir quantifier l'exploitation, on constate qu'existent, aujourd'hui, deux grandes méthodes de mesure du taux de la plus-value.

3. Si l'on en croit l'exemple de théoriciens de référence néo-classique, ce genre d'objection ne suffit pas à enlever tout intérêt à l'opération de mesure. C'est ainsi que les doutes très sérieux que l'on peut avoir sur le concept néo-classique de fonction globale de production, n'ont pas empêché plusieurs essais de mesure relative à cette fonction. Ainsi, pour la France, on pourra consulter J. Mairesse et A. Saglio : « Estimation d'une fonction de production pour l'industrie française » (*Annales de l'I.N.S.E.E.*, n° 6, janvier-avril 1971).

La première utilise directement les grandeurs macroéconomiques, évaluées en prix. Pour cette raison, nous la qualifions de globale. C'est elle qui fut, et qui demeure, le plus généralement mise en oeuvre. (Cf. notamment Varga, Bettelheim, Gillman, Mage, Mandel, Gouverneur) C'est cette méthode que nous avons retenue dans la présente étude, avec la nuance très importante de l'hypothèse suivante (expliquée infra), à savoir que l'égalité entre les valeurs et les prix ne se réaliserait qu'en moyenne et sur le temps des cycles économiques.

La seconde méthode repose sur la transformation en temps de travail total, comme préalable à la mesure du taux de la plus-value, de grandeurs exprimées en prix. Nous la qualifions d'analytique, en raison de l'usage qu'elle fait des matrices de consommations intermédiaires. La source théorique de cette méthode peut être trouvée dans les travaux de Morishima et Seton [(38)]. Mais elle a sensiblement évolué depuis 1961. L'ouvrage de M. Hollard permet d'en saisir précisément la forme actuelle [(22)]. Elle a notamment été utilisée par Okishio, Wolff, Sharpe.

On peut se demander si ces deux méthodes ne sont pas concurrentes, la seconde rendant la première caduque.

En fait, selon nous, elles sont complémentaires, et non pas rivales. En effet, la seconde méthode suppose que la consommation physique de biens par les travailleurs soit, évaluée en temps de travail, la mesure convenable du capital variable. Mais cela ne peut être vrai qu'à la condition que le prix relatif des biens capitaux et de consommation finale soit constant. S'il varie, pour d'autres raisons que la productivité du travail, il en résulte que le capital variable « physique » diffère du capital variable « monétaire » au cours de l'intervalle de mesure. Il en est de même pour la plus-value. Plutôt que d'opposer ces deux méthodes entre elles, c'est à leur complémentarité qu'il faut tendre. Et certainement, dans une première étape, à la comparaison de leurs résultats respectifs. L'intuition que l'on peut avoir de l'aboutissement de ce travail étant qu'il converge avec celui relatif aux comptes à prix constants, précédemment évoqué.

L'existence de ces deux méthodes, ainsi que notre choix de la première, ayant été mentionnés, nous indiquons les conditions théoriques très générales qui, selon nous, justifient notre mesure. Car les critiques de la théorie marxiste des prix de production — au demeurant embryonnaire dans le Capital — reposent sur des hypothèses le plus souvent étrangères à la théorie concernée. Comme celles, par exemple, selon laquelle la théorie marxiste des prix de production devrait être exposée sur la base et dans le cadre d'un modèle d'équilibre réalisant l'égalité des taux de profit dans toutes les branches de production.

De fait, la principale difficulté provient, selon nous, du postulat de l'égalité sociale et globale entre somme des valeurs et des prix, posée comme vraie à chaque moment du temps. Le texte de Marx peut conduire, en effet, à interpréter cette égalité comme une identité. Mais il n'en est vraisemblablement pas ainsi. C'est pourquoi une autre problématique, reposant sur l'hypothèse de l'alternance du signe de la différence entre masse sociale des profits bruts i.e. y compris le capital de frais et masse sociale de la plus-value ($P-M$) peut être mise en oeuvre [(25), ch.18]. L'égalité entre ces deux termes n'aurait alors que la signification d'une moyenne, calculée et révélée par le temps d'un cycle de production. Sans entrer dans l'exposé de cette hypothèse, et en s'en tenant à ce qui concerne la mesure du taux de la plus-value à partir des données annuelles de la comptabilité nationale, elle aurait la signification suivante : les taux annuels calculés ne seraient pas une mesure du degré de l'exploitation. Ils seraient tantôt supérieurs, tantôt inférieurs au taux vrai. Pour avoir une idée de l'évolution de ce taux à partir de données marchandes, il conviendrait donc de calculer une moyenne, estimée sur la durée d'un cycle économique pluri-annuel.

Telle est, du moins, le schéma théorique que l'on a suivi pour l'interprétation marxiste des calculs du taux de la plus-value, effectués à partir des données de l'observation statistique, et que l'on ne fait, ici qu'évoquer. La réalisation de ce schéma repose, bien évidemment sur un certain nombre d'hypothèses discutables. Par exemple, la régularité de l'alternance du signe de ($P-M$) suppose la flexibilité parfaite des prix, à la hausse comme à la baisse. Or l'inflation permanente des prix n'est-elle pas l'expression de la disparition de cette alternance, dans les conditions actuelles de fonctionnement des économies capitalistes ? Qu'advient-il, alors, du rapport entre valeurs et prix ? En supposant que le cycle de production (mais lequel ?) corresponde, néanmoins, à une période globale de régulation et d'ajustement de ce rapport, comment analyser son évolution dans le temps ?

Nous ne posons pas ces questions pour indiquer le caractère inachevé d'une construction théorique (car toute construction théorique est inachevée) mais pour montrer certaines limites de l'interprétation que l'on pourra donner des résultats présentés dans la seconde partie de ce texte. Plus le taux d'inflation des prix est élevé, plus le rapport valeur-prix est perturbé. C'est donc de façon prudente qu'il conviendra d'apprécier les calculs de taux de la plus-value, effectués à partir des comptes nationaux, notamment depuis 1968.

À cela s'ajoute le fait que les économies capitalistes — celle de la France en particulier — ne fonctionnent pas dans le champ clos d'un espace national, mais sont liées au reste du monde. Or le rapport entre valeurs et prix de marchandises dépend du réseau des relations interna-

tionales de chaque pays, sans que l'on puisse toujours appréhender dans quel sens il est infléchi. Par la suite, nous avons supposé que l'économie française occupait, dans le domaine international, une position moyenne, tant du point de vue de la productivité du travail que des relations de domination exercée par elle et sur elle. Nous avons ainsi, de façon implicite, éliminé l'incidence du marché mondial sur la mesure du taux de la plus-value. Mais il ne peut s'agir d'une simplification provisoire.

De la même façon, il a été admis que l'intervention redistributive de l'État pouvait être, au moins dans un premier temps, mise de côté. Le taux d'exploitation que l'on se propose de mesurer est donc un taux ne prenant en compte ni la fiscalité sur les revenus ni les prestations publiques. Bien que les sources statistiques, à ce propos, ne soient pas aussi fournies qu'on pourrait le souhaiter, il apparaît cependant, au vu d'études effectuées sous la direction du C.R.E.D.O.C., que l'intervention redistributive de l'État ne modifie pas, globalement, les revenus des C.S.P. concernées par nos calculs⁴.

Nous pouvons, maintenant dresser un bilan des principales conclusions auxquelles la discussion relative à la mesure du taux de la plus-value nous conduit. En bref, cette opération nous semble légitime dans sa démarche et améliorabile dans l'interprétation de ses résultats.

Elle est légitime s'il est vrai que la théorie marxiste de la formation et du mouvement des prix liant de façon cohérente les niveaux essentiels de la valeur et du prix des marchandises est constructible ; s'il est vrai que le travail productif de plus-value est une quantité distincte du travail productif de profit et conceptuellement fondée ; s'il est vrai, enfin, que les moments de l'exploitation et de la valorisation sont séparables par la pensée et distincts, en tant que réalités économiques et statistiques.

Sur ces divers points, nous nous sommes efforcés, dans le présent texte, non seulement d'indiquer une croyance, mais encore et surtout d'apporter une argumentation. En prolongement de cet effort, il nous semble même avoir entrevu la possibilité d'une jonction entre problématique marxiste de l'exploitation capitaliste et méthodologie des comptes à prix constants.

Mais dans le même temps que nous affirmons la légitimité de cette mesure, pour l'étude des sociétés capitalistes contemporaines, nous percevons la nécessité d'une certaine prudence, pour son interpréta-

4. A. Foulon, G. Hatchuel et P. Kende, « Un premier bilan de la redistribution des revenus en France » (*Consommation*, oct.-déc. 1973, n° 4, p. 113).

Nous avons, pour notre part, examiné certains aspects théoriques de l'intervention de l'Etat sur le taux de la plus-value et sa mesure dans [(10) ch. V] et dans [(11)].

tion, en raison même des caractéristiques de ces sociétés. En particulier : rôle et place du travail de production scientifique dans l'activité économique ; modifications de la fonction ouvrière ; permanence de l'inflation des prix ; insertion accrue des espaces nationaux dans le marché mondial.

Ce double aspect du travail entrepris n'est pas, cependant, de nature à surprendre. Il est l'indication de prolongements nécessaires. Pour la raison que les premiers résultats obtenus, aussi grossiers soient-ils sont loin de manquer d'intérêt. Ce que nous nous attachons, maintenant, à montrer.

II— MESURE DU TAUX DE LA PLUS-VALUE :

PROBLÈMES ET RÉSULTATS STATISTIQUES

Nous ne pouvons éviter, dans l'introduction de cette seconde partie, de faire état des principales notations utilisées. La liste en ayant été donnée, nous indiquerons, en fin d'introduction, la démarche suivie.

Au fur et à mesure de l'énoncé des symboles, on définit quelques grandeurs significatives. Il est admis que l'intervalle de temps pour lesquels les flux sont repérés est l'année. Ces flux s'entendent, en presque totalité, pour le champ des entreprises non financières (E.N.F.) (définition de la base 1962 du système français de comptabilité nationale). On admet que ce tout dernier point ne soulève aucun problème d'interprétation de la théorie de Marx [(11)].

Notations relatives à la population active des E.N.F.

n_1	: population salariée productive de plus-value
n_2	: population salariée improductive de plus-value
n	: population salariée ($n = n_1 + n_2$)
n'	: population non salariée
N	: population active totale ($N = n + n'$)
h	: durée de travail des ouvriers, mesurée en heures

Notations relatives aux salaires versés par les E.N.F.⁵

v	: salaires bruts versés à n_1 (capital variable)
u	: salaires bruts versés à n_2 (autres salaires)
S	: masse salariale ($S = u + v$)
α	: part relative de v dans S ($\alpha = \frac{v}{S}$)
$1 - \alpha$: part relative de u dans S ($1 - \alpha = \frac{u}{S}$)

5. Il s'agit, des salaires versés, cotisations et prestations sociales comprises.

- u' : salaires fictifs de n' (montant du profit perçu par les entrepreneurs individuels et considéré fictivement comme un salaire).
 s : taux de salaire horaire des ouvriers

Notations relatives au revenu national et à son partage

- g : revenu national brut
 a : amortissement du capital fixe
 y : revenu national net ($y = g - a$)
 p : intérêts, rentes, impôts indirects, revenu net d'exploitation et autres revenus assimilables ($y = u + v + p$)
 M : masse de la plus-value ($M = u + p$)
 m : taux de la plus-value ($m = \frac{u + p}{v}$)
 θ : taux de partage profits/salaires ($\theta = \frac{p}{u + v}$)
 r : taux de variation du taux de la plus-value ($r = \frac{m_1}{m_0} - 1$)

On se propose maintenant de présenter deux types de calcul. Le premier correspond à ce qu'on appelle, dans ce texte, la mesure de base relative au taux de la plus-value. Celle-ci s'étend sur l'intervalle 1951-1974. C'est la mesure sur laquelle on prend appui, tant pour contribuer à l'interprétation de la réalité économique française des dernières décennies que pour procéder à des mesures effectuées à la marge (prise en compte des entrepreneurs individuels sans salarié; des ingénieurs et techniciens de la production; prolongement de la série statistique jusqu'en 1980). Ce second type de calcul s'articule sur la variante de base.

A— *La mesure de base: l'évolution du taux de la plus-value de 1951 à 1974*

1— *Un choix préalable: mesure du taux ou mesure de son évolution*

Ce que l'on souhaiterait mesurer, à l'aide des comptes nationaux annuels, c'est, bien évidemment :

$$m = \frac{y - v}{v} = \frac{M}{v}$$

Mais les comptes nationaux français, contrairement à ce que certains statisticiens ont pu penser, ne sont pas aisément traduisibles dans les concepts de la théorie marxiste. ([8], p. 414) Ce que l'on peut mesurer sans trop de difficultés, est le rapport $\theta = \frac{p}{u + v}$, c'est-à-dire le taux de partage entre profits et salaires. Or ce taux est tout à fait différent du taux de la plus-value.

Aussi l'une des solutions, sans doute la plus rapide et opérationnelle de toutes, consiste-t-elle à mesurer ou à estimer, à l'aide des comptes nationaux et de statistiques périphériques, non pas le taux de la plus-value, mais son évolution. C'est ce que l'on a fait, en prenant pour indicateur de cette évolution, et pour deux années successives, non pas r mais le rapport :

$$r' = \frac{y_1/y_0}{v_1/v_0} - 1 = \frac{1 + m_1}{1 + m_0} - 1$$

En effet, on dispose d'indicateurs statistiques, pour chacune des composantes de r' . Le revenu net, y , est obtenu par différence entre le revenu brut, g , et l'amortissement annuel estimé du capital fixe, a . Quant au capital variable, $v = s \times n_1 \times h$, son évolution peut être mesurée si l'on dispose par ailleurs d'indicateurs de la durée du travail annuelle (mesurée en heures), du taux de salaire horaire, et de la population productive de plus-value. Étant donné l'existence de l'enquête trimestrielle du ministère du Travail sur l'emploi, la durée et les taux de salaires, il vient que la seule difficulté statistique importante concerne cette population.

Il reste, toutefois, avant d'exposer, tant la méthode suivie pour estimer n_1 , que le résultat global obtenu, à se demander si r' est un bon indicateur de r . La réponse est positive.

Pour ce qui concerne le sens de l'évolution, il est clair que r et r' varient de la même façon.

$$r = r' \left(\frac{1 + m}{m} \right)$$

Or, le taux de la plus-value étant toujours positif, $\frac{1 + m}{m}$ est positif. Par conséquent, r et r' sont de même signe.

Pour ce qui concerne le rythme de cette évolution, la réponse est moins évidente. En effet

$$dr = dr' \left(\frac{1 + m}{m} \right) - r' \frac{dm}{m^2}$$

$$dr = dr' \left(\frac{1 + m}{m} \right) - \frac{r r'}{m}$$

Tout dépend, ici, de la grandeur de $\frac{r r'}{m}$. Si cette quantité est négligeable, dr est du même signe que dr' . Or cette hypothèse ne paraît pas invraisemblable, compte tenu de l'ordre de grandeur de $\frac{r r'}{m}$ comparé à celui de dr' ⁶. Nous avons, par précaution, procédé à une

6. Économiquement, cette hypothèse signifie que le taux d'exploitation, au cours de deux intervalles successifs, ne fait pas de grands sauts.

« vérification » empirique de cette hypothèse en comparant dr' à plusieurs estimations de dr , obtenues en donnant au taux de salaire des valeurs très différentes. Dans tous les cas, les évolutions constatées sur dr' ont été corroborées par celles constatées sur dr . En d'autres termes, les évolutions du taux de la plus-value déduites d'un large éventail de mesures directes du capital variable ont le même sens et la même vitesse de variation que celle déduite du rapport entre l'indice du produit net et notre indicateur de l'évolution du capital variable.

2— Sources statistiques et résultats

Du paragraphe précédent résulte que l'on ne se propose pas de mesurer r mais de l'approximer par r' . Le taux de variation r' étant lui-même approché, à l'aide d'indicateurs particuliers.

On indique dans ce paragraphe, sans entrer dans un trop grand détail, les principales sources utilisées et les résultats obtenus.

a) Les sources utilisées

Elles sont au nombre de trois :

— les comptes nationaux annuels (base 1962) pour la mesure de la valeur ajoutée nette, y ;

— l'enquête trimestrielle du ministère du Travail pour estimer l'évolution de la durée du travail et le taux horaire de salaire. On admet que la durée annuelle travaillée par les salariés productifs de plus-value varie comme la moyenne annuelle de la durée hebdomadaire du travail des ouvriers. On admet également que le taux horaire de salaire permet d'apprécier correctement l'évolution de la rémunération horaire de ces salariés. On fait l'impasse sur un certain nombre de rémunérations complémentaires en supposant que leur incidence — au demeurant mal connue — concerne plus le montant du capital variable que sa variation⁷.

— les recensements de la population de 1946, 1954, 1962, 1968 et 1975 et les enquêtes-emploi, dont les résultats détaillés couvrent les années 1971 à 1978. En effet, ces statistiques démographiques fournissent, de façon assez homogène, le classement de la population active par branche d'activité économique et par catégorie socio-professionnelle.

On a, tout d'abord, considéré qu'il suffisait de connaître l'évolution de la population ouvrière (définie par la somme des ouvriers agri-

7. Les autres statistiques salariales disponibles (B.I.C., DAS) ne sont pas encore à même de supplanter le très imparfait T.S.H., tant pour des raisons de structure interne que de délais de disposition. Notons, par ailleurs, que l'enquête "gains" révèle qu'il existe, entre le TSH et les gains, un rapport quasi constant, de l'ordre de 1,2.

coles et industriels (CSP 1 et 6)) pour disposer d'un indice correct de l'évolution des salariés productifs de plus-value. On a, ensuite, obtenu cette population en appliquant au nombre des salariés des branches de la comptabilité nationale (champ des E.N.F.) l'estimation annuelle du pourcentage des ouvriers ainsi calculés pour ces mêmes branches. Ce pourcentage a lui-même été obtenu soit directement, pour les années de recensement et d'enquête, soit indirectement par interpolation linéaire. On fait évidemment l'impasse, dans cet exposé succinct, des problèmes statistiques assez nombreux rencontrés dans l'établissement de cette série des ouvriers salariés des E.N.F. [(10), pp.39-63].

On évoquera ultérieurement le problème posé par le fait que les ingénieurs et techniciens de production et de recherche n'aient pas été comptabilisés pour le calcul de ce dernier indice.

b) *Les résultats obtenus*

L'évolution du capital variable. — Les résultats obtenus, concernant l'évolution du capital variable, sont présentés dans le tableau 1. Le découpage temporel servant à les présenter correspond aux fluctuations de l'activité économique repérées, en France, depuis 1951. On trouvera ailleurs le détail annuel de ces résultats, non reproduits ci-après. [(10)]⁸

TABLEAU 1
TAUX MOYENS ANNUELS DE VARIATION
(%) DU CAPITAL VARIABLE ET DE SES COMPOSANTES (1951-1974)

Éléments de v Périodes	Salariés productifs de plus-value	Durée du travail	Taux de salaire	Capital variable
1951-1957	+ 0,2	+ 0,4	+ 8,1	+ 8,8
1957-1963	+ 0,4	- 0,1	+ 8,3	+ 8,6
1963-1969	+ 0,2	- 0,3	+ 7,9	+ 7,8
1969-1974	+ 0,1	- 1,0	+ 13,0	+ 12,0

On constate que, de 1950 à 1970, la progression du capital variable s'est ralentie en raison principalement d'un double effet : ralentissement de la croissance des salariés productifs de plus-value et baisse de la durée du travail. Au cours de la fluctuation (1963-1969) s'est même ajoutée, à ces deux effets, l'incidence de la moindre progression du taux de salaire.

8. Le principe de périodisation retenu a consisté à prendre les années comprises entre deux sommets conjoncturels. C'est cette périodisation qui a été utilisée par Carre, Dubois, Malinvaud (la croissance française); dans la Fresque de l'Insee, et par bien d'autres auteurs (par exemple, par C. Sauter).

Les dernières années de la série (1969-1974) confirment l'évolution antérieure en ce qui concerne les composantes réelles du capital variable. Mais elle tranche sur elle, en raison de la forte progression du taux de salaire, ayant entraîné une forte progression du capital variable.

Au total on peut dire que :

— ces composantes, monétaire et réelle, du capital variable ont eu tendance à évoluer dans le même sens de 1950 à 1969, et en sens inverse après 1969 ;

— la progression ici constatée du capital variable est nominale. L'intérêt du taux de la plus-value est d'éliminer en partie le caractère éventuellement artificiel, pour la compréhension des phénomènes de ce gonflement nominal.

— il y a eu, au cours du dernier cycle de l'intervalle étudié, une progression vigoureuse du capital variable.

L'évolution de $(1 + m)$ comme indicateur de l'évolution du taux de la plus-value (m) . — Le tableau 2 contient les résultats concernant l'évolution de r' , comme indicateur de r . On a indiqué, en dernière colonne, l'évolution de θ (taux de partage de la valeur ajoutée nette entre salariés et autres agents) que certains interprètent comme la mesure correcte de m . [(8)].

TABLEAU 2

TAUX MOYENS ANNUELS DE VARIATION
(%) DE L'INDICATEUR DU TAUX DE LA PLUS-VALUE ET DU TAUX DE PARTAGE θ

Périodes \ r', θ	Produit net	Capital variable	Indicateur de l'évolution du taux de la plus-value	Variation du taux de partage, θ
1951-1957	+ 9,5	+ 8,8	+ 0,7	- 2,5
1957-1963	+ 11,2	+ 8,6	+ 2,4	- 1,7
1963-1969	+ 9,7	+ 7,8	+ 1,8	- 0,8
1969-1974	+ 12,8	+ 12,0	+ 0,8	- 2,0

On fait les remarques suivantes :

— Les rapports θ et m évoluent de façon opposée, au cours de l'intervalle. Alors que la part des salaires versés à l'ensemble des salariés des E.N.F., dans la valeur ajoutée nette, a constamment augmenté, celle versés aux salariés productifs de plus-value a, au contraire, constamment diminué.

— L'indicateur du taux de la plus-value semble indiquer que la période 1957-1974, appartenant presque totalement à la Vème

République, a été caractérisée par une augmentation plus rapide et plus vive du taux de la plus-value que dans les années précédentes (IV^{ème} République).

— Il ressort, toutefois, de ces chiffres, une tendance au ralentissement de la progression du taux de la plus-value depuis 1969. Le rendement de l'exploitation capitaliste aurait progressivement baissé au cours des années 1957-1974.

— En revanche, la toute dernière période (1969-1974) est caractérisée par l'accélération de la baisse de θ . La décroissance du rendement de l'exploitation capitaliste et l'augmentation relative de la masse salariale sont deux phénomènes conjuguant vraisemblablement leurs effets au niveau de la rentabilité globale du capital. Loin d'apparaître comme un substitut de m la mesure de θ apparaît comme complémentaire. C'est, en effet, l'une des questions que posait J.M. Gillman de savoir dans quelle mesure la croissance des dépenses improductives peut compenser, momentanément les limites de l'exploitation [(17)].

c) *Interprétation des résultats*

On ne saurait réduire le phénomène de l'exploitation capitaliste à des chiffres, au demeurant incomplets et discutables.

Cependant, le calcul auquel on a procédé illustre et corrobore, selon nous, cette argumentation de Marx selon laquelle la crise économique, de façon très cursivement et globalement énoncée, est à la fois cause et conséquence d'un double mouvement d'accumulation illimitée du capital et d'extraction bornée de la plus-value.

Une façon d'analyser ce mouvement consiste à analyser le taux de la plus-value selon deux composantes : une composante réelle, ou productivité du travail vivant, et une composante monétaire, ou prix salarial. En effet, on peut écrire :

$$1 + m = \frac{y}{v} = \frac{p \cdot q}{s \cdot n_1 \cdot h} = \frac{q/n_1 \cdot h}{s/p} = \frac{\pi}{\hat{s}} \quad (\text{avec } \hat{s} = \frac{s}{p})$$

d'où : $r' = \pi - \hat{s}$

Le mouvement d'ensemble constaté peut, alors, être commenté comme suit : la croissance de la productivité du travail vivant, base de l'obtention de la plus-value, est prioritairement réalisée, dans la société capitaliste par l'investissement en capital fixe.

L'augmentation de celui-ci entraîne l'élimination relative de la main-d'oeuvre ouvrière tout en atteignant des limites d'efficacité. Mais la population ouvrière intervient à son tour sur le taux de salaire. Elle tend aussi à freiner la progression du taux de la plus-value, au moment

même où décroît l'efficacité du capital. Pour la classe dirigeante, la solution sur ce point réside alors, soit dans l'augmentation de π soit dans la réduction de \hat{s} . Il semble que la phase toute récente de l'histoire du taux de la plus-value corresponde à cette deuxième branche de la solution. La réduction de \hat{s} (l'austérité) étant présentée comme le moyen nécessaire de l'augmentation de π (nouvelles technologies); mouvement dont la conjugaison aboutit à l'accroissement de m . Mais la croissance de la production de plus-value s'accompagnant de difficultés supplémentaires de réalisation, il en résulte divers phénomènes, contradictoirement liés. En particulier, décroissance accélérée de θ et inflation des prix plus forte..

B— *Les variantes et prolongements de la mesure de base*

Parmi les nombreuses questions suscitées par ces résultats, il nous semble que les deux plus importantes sont les suivantes : 1) le mouvement du taux de la plus-value serait-il modifié si la population productive de plus-value comprenait d'autres catégories sociales que les CSP 1 et 6 ? 2) Est-il possible d'avoir une idée du mouvement de ce taux après 1974 ? C'est à ces questions que l'on s'efforce maintenant de répondre.

a) *Amélioration de la mesure de base, par modification de la population productive de plus-value*

On a retenu, jusqu'à présent, comme indicateur de la population productive de plus-value, les ouvriers agricoles, industriels et commerciaux des ENF, au sens du recensement. Qu'advierait-il de l'évolution du taux de la plus-value si l'on incluait dans cette population, d'une part les ingénieurs et techniciens de production et de recherche, et d'autre part les entrepreneurs individuels sans salarié ?

Pour ce qui concerne les ingénieurs et techniciens de production et de recherche (soit une fraction seulement, des ingénieurs et techniciens des ENF) on peut faire les remarques suivantes : Depuis 1950, leur nombre a augmenté. Si l'on repère grossièrement ce nombre à l'aide des CSP 33 et 43, il est passé de 4,4%, en 1962, à 5,6%, en 1968, des salariés des ENF. En admettant que leur rémunération ait cru au même taux que celle des ouvriers, au cours de l'intervalle, il résulterait de la prise en compte de cette population une confirmation de la tendance au ralentissement, précédemment dégagée, du taux de la plus-value. Nous ne pensons pas, en conséquence que leur absence de nos calculs mette en cause nos conclusions.

Quant à la population des entrepreneurs individuels sans salarié, que l'on pourrait comptabiliser comme productifs de plus-value, son incidence sur le rythme de croissance du taux est plus difficile à cerner

que celle des techniciens et ingénieurs. On peut être assuré, cependant, que leur intégration ne modifierait pas davantage le sens global de l'évolution du taux précédemment dégagé. Car les calculs déjà effectués à leur propos et affectant à ces pseudo-salariés un salaire fictif égal au salaire moyen, confirment le mouvement de hausse du taux de la plus-value sur tout l'intervalle [(10)].

b) *Amélioration de la mesure de base par prolongement de la série*

Un nouveau système de comptabilité nationale (base 1971) ayant été mis en place à partir de 1975, la série prolongeant pour les années 1975-1980 la série de base diffère sensiblement de cette dernière. Il est intéressant pourtant de procéder à ce prolongement, d'abord pour tenter de cerner la vitesse récente de variation du taux de la plus-value, ensuite pour mettre au point un indice conjoncturel de son évolution, reposant sur la valeur ajoutée brute, plus rapidement disponible.

Tout ce travail est résumé dans le tableau 3 où l'on a fait figure d'une part, les indices permettant de calculer un indice d'évolution du capital variable, et d'autre part, les taux de variations des divers concepts de la valeur ajoutée, en base 1962 et 1971. En mesurant r' , pour l'intervalle 1970-1974 selon les 3 manières possibles, on obtient, les résultats moyens suivants :

$$\begin{aligned} y &= \text{valeur ajoutée nette (base 1962)} & r' &= + 0,7 \text{ point} \\ y &= \text{valeur ajoutée brute (base 1962)} & r' &= + 0,9 \text{ point} \\ y &= \text{produit intérieur brut} \\ & \text{marchand} & & \\ & & \text{(base 1971)} & r' = + 0,3 \text{ point} \end{aligned}$$

D'où l'on déduit que les taux moyens de variation en nouvelle base pourraient être majorés de 0,5 point environ pour être comparés à ceux de l'ancienne base.

Les résultats du tableau 3, en ce qui concerne le capital variable, indiquent un taux moyen annuel de progression, sur l'intervalle 1974-1980, d'environ 11,5%. La vitesse moyenne de variation du capital variable a donc ralenti d'un demi point par rapport à celle du cycle immédiatement précédent, sous le double effet d'une moindre progression du taux de salaire horaire et de la baisse de l'activité. Pour la première fois, depuis 1950, apparaît en 1975, une réduction du nombre des salariés productifs de plus-value, alors que jusqu'à cette date, la baisse régulière de leur proportion dans les salariés des ENF ne s'était pas traduite par la diminution de leur niveau. Il n'en est plus de même maintenant, et la tendance semble installée dans l'économie malgré la stabilisation de 1977.

TABLEAU 3

TAUX DE VARIATION DU CAPITAL VARIABLE ET DE r' (%) EN ANCIENNE ET NOUVELLE BASE (1970-1980)

	Salariés productifs de plus-value	Durée du travail ouvrier	Taux de salaire horaire ouvrier	Capital variable	Base 1962				Base 1971	
					v.a. nette	r'	v.a. brute	r'	P.I.B. marchand	r'
1971	— 1,0	— 0,9	10,8	8,7	10,2	1,4	10,6	1,7	11,4	2,5
1972	0,3	— 1,1	11,2	10,3	12,5	2,0	12,3	1,8	12,6	2,1
1973	0,9	— 0,4	14,0	14,6	14,1	— 0,4	14,1	— 0,4	13,6	— 0,9
1974	0,0	— 1,6	19,1	17,2	16,9	— 0,3	17,6	0,3	14,1	— 2,6
1975	— 2,6	— 2,3	17,3	11,7	—	—	—	—	12,7	0,9
1976	— 0,3	— 0,7	14,8	13,7	—	—	—	—	14,8	1,0
1977	0,1	— 1,4	12,7	11,2	—	—	—	—	11,7	0,5
1978	— 1,5	— 0,8	12,6	10,0	—	—	—	—	13,3	3,0
1979	— 0,7	— 0,7	12,9	11,3	—	—	—	—	13,2	1,7
1980 (1)	— 1,1	— 0,7	13,0	11,0	—	—	—	—	11,8	0,7

(1) Estimation faite sur la base des hypothèses pour la Loi de finance 1980.

Le ralentissement sensible de l'augmentation du capital variable a eu pour conséquence une croissance du taux de la plus-value plus rapide que celle mesurée pour les années 1969-1974. La variation annuelle moyenne de r' , sur l'intervalle 1974-1980 est, en nouvelle base, de 1,3%, ce qui pourrait correspondre, compte tenu du coefficient de correction précédemment examiné, à un taux moyen ancienne base de 1,8%. L'exploitation capitaliste n'aurait donc pas retrouvé les rythmes puissants des débuts de la Cinquième République, tout en ayant repris malgré tout, ces dernières années un second souffle. À la période immédiatement antérieure de développement des luttes et de ralentissement du rendement de l'exploitation succéderait une période de reprise de ce rendement, mais sur la base de l'accentuation de la crise sociale (progression ralentie des salaires, réduction du nombre des emplois).

En conclusion de cette étude, on notera tout d'abord son caractère incomplet. En particulier, il serait utile de la prolonger par celle de l'évolution du taux global de profit, sur tout l'intervalle considéré.

Cette étude, cependant, n'est pas sans intérêt. On remarque, notamment, la liaison statistique assez étroite qui semble exister entre les rythmes politiques et les variations du taux de la plus-value. Sans doute ne faut-il pas surestimer la valeur probatoire de ce genre de coïncidence. Mais c'est peut-être aussi une caractéristique de ce phénomène que d'être plus directement et plus immédiatement lié que les autres aux événements politiques. S'il en était bien ainsi, ce serait une raison supplémentaire d'en engager séparément et strictement l'analyse, sans la soumettre à celle du taux de profit.

De nouvelles études, en tout cas, prennent naturellement place dans le prolongement de ce travail. Pour notre part, nous en voyons quatre. Il s'agirait :

- 1) de comparer les résultats obtenus, relativement à la mesure du taux de la plus-value, par la méthode globale et analytique, pour une même période de temps ;
- 2) d'approfondir l'intérêt de l'usage de comptes à prix constants pour cette mesure ;
- 3) de cerner l'influence de l'intervention étatique, en matière de répartition des revenus, sur le taux d'exploitation ;
- 4) d'entreprendre une étape de l'évolution de ce taux, en France, sur une longue période (depuis 1900, par exemple).

On serait ainsi mieux à même de discuter de l'utilité ou de l'inutilité de la mesure du taux de la plus-value, de sa capacité à expliquer l'évolution en profondeur du capitalisme, de la relation que l'on peut établir entre son mouvement et celui du taux de profit.

J-C. DELAUNAY,
Université de Lille 1 (France)

BIBLIOGRAPHIE

- (1) BAUDELLOT, C., ESTABLET, R., MALEMORT, J., *La petite bourgeoise en France* (Maspéro, Paris 1974).
- (2) BAUDELLOT, C., *Qui travaille pour qui ?* (Maspéro, Paris, 1979)
- (3) BETTELHEIM, C., *Planification et croissance accélérée* (Maspéro, 2ème édition, Paris, 1965)
- (4) BETTELHEIM, C., *Faits et chiffres relatifs à l'emploi et au chômage* (Publications du Centre de Documentation Universitaire (C.D.U.), Paris, 1949)
- (5) BIDET, J., *Travail productif et classes sociales*, (Centre d'études et de Recherches marxistes, n° 130, Paris, 1976).
- (6) COGOY, M., « Les théories néo-marxistes, Marx et l'accumulation du capital » (*Les Temps Modernes*, n° 314-315, septembre-octobre 1972).
- (7) COHEN-SKALLI, E., « Trois mesures de l'évolution de la rentabilité de 1966 à 1972. » (*Économie et Statistique*, n° 60, octobre 1974).
- (8) DELANGE, G., « Mécanismes financiers et comptabilité nationale » (*Revue économique*, mai 1969).
- (9) DELAUNAY, J.C., *Théorie du système français de comptabilité nationale* (Thèse pour le doctorat, Paris, 1971, pp. 358-391, Chapitre II).
- (10) DELAUNAY, J.C., *Le taux de la plus-value en France (1949-1974)* (centre d'études et de recherches marxistes, n° 143, Paris, 1977).
- (11) DELAUNAY, J.C., *Essai marxiste sur la comptabilité nationale* (Éditions sociales, Paris, 1971).
- (12) DENIS, H., « L'évolution de la part des salariés dans le revenu national » (*Économie et politique*, n° 15, septembre 1955).
- (13) DRUMAUX, A., *Éléments de quantification de la baisse tendancielle du taux de profit* (Université libre de Bruxelles, doc. ronéoté, 20 p., 1979).
- (14) DUHARCOURT, P., « Économie politique et société aujourd'hui, aspects et problèmes » (*La Pensée* n° 201, septembre-octobre 1978).
- (15) FABRA, P., *L'anticapitalisme, essai de réhabilitation de l'économie politique* (Arthaud, Paris, 1974).

- (16) FELDSTEIN, M., SUMMERS, L., *Is the rate of profit falling?* (Brooking papers, Washington, 1977, I, pp. 211-227).
- (17) GILLMAN, J.M., *La baisse du taux de profit* (Londres 1957) (Traduction française. Présentation et post-face de M. Andreu, études et documentation internationales, Paris, 1980).
- (18) GOUVERNEUR, J., *Éléments d'économie politique marxiste* (Éditions Contradictions, Bruxelles, 1978).
- (19) GOUX, C., *Nouvel-Observateur*, 1975.
- (20) GOUX, C., *Sortir de la crise* (Flammarion, Paris, 1978).
- (21) HARRIS, D.J., *À propos du schéma de reproduction et d'accumulation de Marx* (Traduction française, Problématique de la croissance, vol. II, Economica, 1974).
- (22) HOLLARD, M., *Comptabilités sociales en temps de travail* (Presses Universitaires de Grenoble, 1978).
- (23) JOVELIN, C., *Analyse statistique de la pression sur les fonds de la sécurité sociale dans la crise, comme élément de la pression sur les consommations personnelles* (Thèse pour le doctorat de 3ème cycle, Université de Paris X-Nanterre, 1979).
- (24) GADREY, J., « Le travail productif et sa crise » (*La Pensée*, n° 191, février 1977).
- (25) GADREY, J., DELAUNAY, J.C., *Nouveau cours d'économie politique*, tome I. (Édition Cujas, Paris, 1979).
- (26) KUCZINSKY, J., « La variation du taux de la plus-value dans les États-Unis d'Amérique au cours des 100 dernières années » (*Critica economica*, n° 5, octobre 1950).
- (27) LANGE, O., (avec la collaboration de BANASINSKI, A.), *Theory of reproduction and accumulation* (Pergamon Press, Varsovie, 1969).
- (28) LABOR RESEARCH ASSOCIATION, *Trends in American capitalism, profits and living standards* (International Publishers, New York, 1948).
- (29) KYN, O., SEKERKA, B., HEJL, L., « A model for the planning of prices » (in *Socialism capitalism and economic growth*, Cambridge, 1967, Charles H. Feinstein ed.).
- (30) LATOUCHE, S., *Le projet marxiste, analyse économique et matérialisme historique* (P.U.F. Paris 1975).
- (31) MAGE, H., *The « Law of the falling rate of profit » : its place in the marxian theoretical system and relevance to the U.S. economy* (Ph. D. Columbia University, 1963, non publié).
- (32) MANDEL, E., *Le troisième âge du capitalisme*, tome I. (1972, traduction française Union Générale d'éditions, collection 10/18, 3 tomes, Paris, 1976).

- (33) MARCHAL, J., *La répartition du revenu national, le modèle marxiste*, tome 3. (Éditions Genin, 2ème édition, Paris, 1970).
- (34) MARCZEWSKI, J., *Comptabilité nationale* (Daloz, Paris, 1965).
- (35) MARX, K., *Le Capital* (Éditions sociales, Paris, 8 tomes).
- (36) MARX, K., *Théories sur la plus-value* (Éditions sociales Paris, 3 tomes).
- (37) MOLNAR, J., « Reproduction process of the United States presented in marxian schemes (1947-1963) » (in *For the progress of marxist economics*, Akademiai Kiado, Budapest, 1967).
- (38) MORISHIMA, M., SETON, « Aggregation in Leontief matrices and the Labour theory of value » (*Econometrica*, n° 29, avril 1961, p.203-220).
- (39) MORISHIMA, M., *Marx's economics* (Cambridge University Press, Cambridge, 1973).
- (40) NAGELS, J., *Travail collectif et travail productif dans l'évolution de la pensée marxiste* (Éditions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 1974).
- (41) NAVILLE, P., *Temps et techniques, les structures de la vie de travail* (Librairie Droz, Genève, Paris 1972).
- (42) OKISHIO, N., *Measurement of the rate of surplus value* (Economic review Hitosubaschi University, Institute of Economic research, vol. 10, octobre 1959, pp. 297-303).
- (43) OZOL, C., *Factory process and Marx's economics: Evolution of exploitation, surplus and productive-unproductive labour* (Texte présenté à la Socialist Studies Conference, Saskatoon, juin 1979, non publié).
- (44) PHELINE, C., « Répartition primaire des revenus et rentabilisation du capital, 1954-1973 » (*Statistiques et études financières*, série orange, n° 19, 1975).
- (45) ROBINSON, J., (et EATWELL, J.), *An introduction to modern economics* (1973, traduction française, *L'économique moderne*, Ediscience Mac Graw Hill, Paris, 1975).
- (46) SAMUELSON, P., « Understanding the marxian notion of exploitation (*Journal of economic literature*, 1971).
- (47) SAUVY, A., *De Léon Blum à Charles de Gaulle* (Castermann, Paris, 1972).
- (48) SHAIKH, A., *National income, accounts and marxian categories* (doc. ronéoté, 48 pages, juin 1978).
- (49) SHARPE, A., *The structure of the canadian economy (1961-1974). A marxian input-output approach* (texte présenté à la canadian Economics Association, juin 1-3 1980, U.Q.A.M., Montréal, Québec, non publié).
- (50) STOLERU, L., *L'équilibre et la croissance économique*, 4ème édition (Dunod, Paris, 1978).

- (51) SWEEZY, P.M., (et BARAN, P.A.) *Le capitalisme monopoliste, 1966* (Traduction française, Maspéro, Paris, 1968).
- (52) TSURU, S., « On the soviet concept of national income » (*The Annals of the Hitosubashi Academy*, vol. V, n° 1, octobre 1954 p.37-49).
- (53) VARGA, E., *La crise économique, sociale, politique, 1935* (Éditions sociales, 2ème édition, Paris 1976, Introduction de J. Charles et S. Wolikow). *Essais sur l'économie politique du capitalisme* (Éd. du Progrès, Moscou, 1964). *L'économie de la période du déclin après la stabilisation* (Bureau d'Éditions, Paris 1928).
- (54) WOLFF, E.N., « The rate of surplus value in Puerto-Rico » (*Journal of political economy*, vol. 83, n° 5, octobre 1975, p. 935-949).
« The rate of surplus-value, the organic composition and the general rate of profit in the U.S. economy, 1947-1967 » (*American econ. review*, vol. 69, n° 4, juin 1979 p.329-341).